

8 mars 2025

Contre la double exploitation capitaliste et contre la réaction patriarcale

Dans les États économiquement avancés qui s'affichent encore partisans de « l'égalité » et de la « démocratie », les femmes restent victimes de multiples inégalités. En Allemagne, les femmes travaillant à temps plein ne gagnent en moyenne que 86 % du salaire de leurs collègues masculins ; au Japon, seulement 60 %. En Chine, il est impossible pour les femmes travailleuses de dénoncer les discriminations ou les violences conjugales. L'État indien tolère les agressions sexuelles quotidiennes et même les viols.

Partout, les clergés obscurantistes, les groupes fascistes, les gourous masculinistes, les partis fascistes se rejoignent pour diviser les travailleurs, annuler les droits gagnés par les femmes, soumettre au joug patriarcal. Aux États-Unis, les Églises chrétiennes mènent une croisade contre le droit à l'avortement. Il est désormais interdit dans plusieurs États. Zuckerberg (Meta/Facebook...) vante désormais « l'énergie masculine » et Musk (X/Twitter, Tesla, SpaceX...), qui vient d'être nommé ministre par Trump, fait depuis plusieurs années en public des plaisanteries obscènes et dégradantes à l'égard des femmes, des homosexuels et des personnes transgenres. L'État russe dépénalise la violence conjugale et entrave le droit à l'avortement. Parlant de l'Ukraine, le mafieux Poutine a dit le 7 février 2022 : « *Que ça te plaise ou non, ma jolie, faudra supporter* ».

À Gaza, pendant plus d'un an de destruction systématique du territoire et de terreur imposée à la population par Israël avec l'appui des États impérialistes occidentaux, les femmes et les enfants ont été les premières victimes de la famine. Elles ont subi cruellement le manque d'anesthésiants et de médicaments délibérément bloqués par l'armée sioniste. Israël emploie les mêmes méthodes en Cisjordanie. Des centaines de Palestiniennes, emprisonnées et maltraitées dans les prisons israéliennes, servent d'otages à l'État sioniste.

À cause des guerres ou des réseaux criminels, en RD Congo, au Tchad, à Haïti, en Libye, en Birmanie/Myanmar, au Nigéria, au Soudan, en Ukraine... les femmes sont massivement victimes de violences sexuelles.

En Afghanistan, le gouvernement des Talibans (un mouvement pachtoune mis sur pied avec l'aide des États-Unis, de l'Arabie saoudite et du Pakistan dans les années 1980) a

pris plus de 100 décrets contre les femmes. Dans les campagnes, le résultat est de livrer les fillettes des paysans pauvres à la concupiscence des paysans riches, des seigneurs ou du clergé ; dans les villes, les Talibans interdisent aux femmes citadines l'accès à l'emploi, à l'enseignement, aux loisirs.

En Syrie, les femmes du Rojava sont sous la menace de l'armée turque et de ses auxiliaires islamistes de l'ANS. Les autres, particulièrement celles de la minorité alaouite, sont méfiantes envers le pouvoir islamiste de HTC/HTS.

En Iran, la répression frappe particulièrement les femmes des minorités ethniques et de la classe ouvrière. Dans les monarchies salafistes du golfe Arabo-persique, même les citoyennes restent soumises à la tutelle et à l'inégalité juridique, alors que les travailleuses immigrées qui servent de personnel domestique aux bourgeoises sont privées de tout droit.

L'assujettissement des femmes est exacerbé par la division de la société humaine en classes.

Toutes les religions justifient le patriarcat et l'inégalité de genre. Sans épargner les femmes des classes exploiteuses (esclavagistes, nobles, capitalistes...), l'oppression frappe au maximum celles des classes exploitées (esclaves, serves, prolétaires...). Alors que les femmes des classes dominantes sont déchargées des contraintes du travail et peuvent jouir de loisirs, les femmes des classes dominées subissent une double contrainte : travailler, comme les hommes exploités, pour les exploités ; assurer l'essentiel des tâches ménagères, des soins des enfants et des vieux.

Comme tous les opprimés, les femmes résistent, se révoltent. Dans les classes dominantes, comme souveraines, savantes, abbesses, entrepreneuses, etc. elles améliorent leur sort sans mettre en cause les autres inégalités. Dans les classes subalternes, elles négocient avec leurs compagnons et elles participent massivement aux luttes des exploités, comme lors de la révolution de France en 1789-1792, de Saint-Domingue-Haïti en 1791-1804...

Le capitalisme hérite de l'oppression de genre et parfois la renforce. Mais il jette aussi les bases pour



en finir : d'une part, le développement des sciences et des techniques permet de maîtriser la natalité et d'automatiser une partie des tâches domestiques... ; d'autre part, il engendre la classe ouvrière qui a intérêt à renverser l'ordre ancien et à créer une société débarrassée de la pénurie et de toute oppression.

Cette tâche historique nécessite la mobilisation des femmes prolétaires au sein des organisations mixtes du mouvement ouvrier (assemblées, syndicats, parti révolutionnaire, conseils) et sous la forme de structures spécifiques laissées à leur choix (comme les clubs féminins et l'Union des femmes durant la Commune de Paris en 1871, l'Internationale socialiste des femmes qui a lancé en 1907 la journée internationale du 8 mars, le Jenotdel de l'URSS créé en 1919 par le Parti bolchevik et dissout par Staline en 1930)...

En marchant main dans la main avec le parti ouvrier, les travailleuses sont prêtes à partager toutes les peines et tous les sacrifices du combat, mais elles sont aussi fermement décidées à exiger après la victoire tous les droits qui leur reviennent. (Clara Zetkin, juillet 1889)

De même que la préservation de l'environnement de l'espèce humaine ne peut être confiée aux partis bourgeois « écologistes », l'émancipation des travailleuses ne peut pas être menée par les dirigeantes politiques de la bourgeoisie (Meloni en Italie, Sheinbaum au Mexique, Frederiksen au Danemark, O'Neill en Irlande du Nord...), ni par les mouvements « féministes » aux mains de bourgeoises ou de petites bourgeoises qui veulent opposer toutes les femmes à tous les hommes.

Si les ouvrières, les employées, les domestiques, les paysannes pauvres, les étudiantes... ne veulent pas servir de marchepied aux exploiters et leurs représentantes politiques, qu'elles s'en séparent ! Nous devons préserver ou constituer des organisations indépendantes des États bourgeois et de leur ONU, des partis capitalistes et des associations féminines interclassistes.

Rien n'empêche les partis « progressistes » et les mouvements « féministes » de se joindre à nous pour lutter, en pratique, réellement, pour telle ou telle mesure concrète. Mais les communistes avancent, elles, un programme complet :

Égalité juridique totale des femmes dans tous les pays. Séparation complète de la religion et de l'État ; suppression de tout financement public des clergés.

Garantie de l'emploi et congé maternité pour les femmes enceintes. Fin des emplois précaires. Égalité salariale complète entre les hommes et les femmes. Répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction du temps de travail sans baisse des salaires, jusqu'à l'élimination du chômage.

Logement décent et accessible pour toutes les travailleuses, en particulier pour les femmes fuyant la violence conjugale ou élevant seules des enfants.

Récupération automatique du pouvoir d'achat perdu en raison de l'inflation. Salaires, prestations sociales et pensions de retraites permettant à tous les travailleuses de vivre décemment, y compris celles ayant travaillé pour leurs maris (paysans, commerçants, etc.) ou ayant été exclues du salariat pour accoucher et élever des enfants.

Expropriation des cliniques privées, des maisons de retraite et des services de soins capitalistes. Services publics gratuits et de qualité, permettant d'assurer les trajets domicile-travail, la garde des enfants, les soins aux malades et aux personnes dépendantes.

Élimination immédiate de toute religion dans les écoles. Système scolaire unique, public, laïc, gratuit et mixte. Éducation sexuelle scientifique basée sur le consentement des partenaires, la liberté sexuelle et l'amour, quelle que soit leur orientation.

Interdiction de toute mutilation génitale. Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par le système de santé publique. Système de santé universel, gratuit et laïc. Prise en compte et traitement médical adéquat des pathologies et maladies spécifiquement féminines. Gratuité des protections périodiques.

Interdiction et pénalisation du proxénétisme. Interdiction de la gestation pour autrui (« mères porteuses »).

Liberté pour les travailleuses et les travailleurs, les réfugiées et les réfugiés, les jeunes en formation de franchir librement et en toute sécurité les frontières étatiques.

Autodéfense des femmes contre la violence sexiste. Fin de la justice sexiste, épuration de tous les juges réactionnaires. Pour un système judiciaire démocratique et non sexiste dans lequel les juges peuvent être élus et révoqués par les conseils de travailleuses et de travailleurs.

Contre le colonialisme sioniste en Palestine, étasunien au Panama, en Ukraine ou au Groenland, russe en Ukraine, chinois au Xinjiang, indien au Cachemire...

Fin du militarisme, rupture des alliances militaires impérialistes (OTAN, AUKUS, OTSC...), dissolution des armées permanentes, armement mixte du peuple.

Organisation communiste mondiale des femmes en lien avec la future internationale ouvrière révolutionnaire.

Gouvernement des travailleuses et des travailleurs dans chaque pays, premier pas vers le communisme mondial sans classe, sans exploitation, sans oppression.

8 mars 2025

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

